

Het betaalorgaan stelt de landbouwer in kennis van de regelingen voor aanpassing of beëindiging van de verbintenis.

HOOFDSTUK 11. — *Slotbepalingen*

**Art. 24.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2023.

**Art. 25.** De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 23 februari 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42306]

**23 FEVRIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'aide à l'agriculture biologique**

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.241, D.242, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, D.243, D.249, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 4<sup>e</sup>, et D. 251 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique ;

Vu le rapport du 18 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 relatif aux aides à l'agriculture biologique ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> décembre 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 15 décembre 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° administration : l'administration telle que visée à l'article D.3, 3°, du Code wallon de l'Agriculture ;

2° activités agricoles : les activités agricoles au sens de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

3° agriculteurs : les agriculteurs au sens de l'article D.3, 4°, du Code wallon de l'Agriculture ;

4° arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité ;

5° bordures de champ : les bordures de champ au sens de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 10°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

6° conversion : la conversion au sens de l'article 3, 6), du règlement (UE) n° 2018/848 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, et abrogeant le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil ;

7° demande d'aide : la demande d'aide au sens de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 16°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

8° demande de paiement : la demande de paiement au sens de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 17°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

9° éco-régimes : les éco-régimes prévus par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes ;

10° engagement : l'engagement d'un agriculteur à mettre en œuvre les pratiques et méthodes de l'agriculture biologique ;

11° formulaire de demande unique : le formulaire visé à l'article D.30 du Code wallon de l'Agriculture ;

12° ligne de base : l'ensemble des exigences visées à l'article 70, § 3, a) à c), du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 ;

13° organisme payeur : l'organisme payeur au sens de l'article D.3, 25°, du Code wallon de l'Agriculture ;

14° organismes de contrôle : les organismes de contrôles au sens de l'article 3, 56), du règlement (UE) n° 2018/848 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, et abrogeant le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil et listés à l'annexe 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques ;

15° pratiques et méthodes de l'agriculture biologique : les pratiques et méthodes de production utilisées dans le cadre d'une activité agricole, conformes aux dispositions du règlement (UE) n° 2018/848 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, et abrogeant le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques ;

16° règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 : le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

17° Sanitel : la base de données au sens de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 39°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

18° surfaces agricoles : les surfaces agricoles au sens de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 44°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

19° surfaces de compensation écologique : les surfaces agricoles sur lesquelles est exercée une contrainte spécifique en compensation de laquelle un agriculteur bénéficie d'un soutien financier sur base d'une convention passée avec un tiers privé ;

20° troupeaux : les troupeaux au sens de l'article 2, § 2, 12°, de l'arrêté royal du 20 mai 2022 relatif à l'identification et l'enregistrement de certains ongulés, des volailles, des lapins et de certains oiseaux ;

21° UGB : l'unité de gros bétail au sens de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 48°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

22° unités de production : les unités de production au sens de l'article 3, 35°, du Code wallon de l'Agriculture.

## CHAPITRE 2. — Dispositions générales

**Art. 2.** En application de l'article 70 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, une aide à l'agriculture biologique est octroyée annuellement aux conditions prescrites par le présent arrêté.

**Art. 3.** L'aide à l'agriculture biologique comprend :

1° une aide au maintien ;

2° une aide à la conversion ;

3° une aide supplémentaire aux zones vulnérables.

## CHAPITRE 3. — Engagements

### Section 1<sup>ère</sup>. — Respect des exigences

**Art. 4.** Pour bénéficier de l'aide à l'agriculture biologique, l'agriculteur respecte, outre les exigences pertinentes de la ligne de base, les pratiques et méthodes de l'agriculture biologique.

**Art. 5.** Pour bénéficier de l'aide à l'agriculture biologique, l'agriculteur a notifié son activité en production biologique auprès de l'administration au plus tard le 31 décembre de l'année précédant la première année de l'engagement, conformément à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques.

### Section 2. — Durée de l'engagement

**Art. 6.** L'engagement d'un agriculteur à mettre en œuvre les pratiques et méthodes de l'agriculture biologique court sur une période de cinq années prenant court le 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'introduction de la demande d'aide.

Si l'agriculteur souhaite renouveler son engagement à l'issue d'une première période de cinq années, il introduit une nouvelle demande d'aide selon les formes et les modalités prévues à l'article 16. L'engagement renouvelé court sur une période de cinq années.

### Section 3. — Portée de l'engagement

**Art. 7.** Sans préjudice des articles 20 ou 21, durant toute sa durée, l'engagement couvre une superficie de surfaces agricoles identique à celle désignée par l'agriculteur dans sa demande d'aide comme faisant l'objet de l'engagement.

Durant toute sa durée, l'engagement porte sur les parcelles désignées par l'agriculteur dans sa demande d'aide comme faisant l'objet de l'engagement.

**Art. 8.** Seules les parcelles de surfaces agricoles situées sur le territoire de la Région wallonne et appartenant aux groupes de cultures déterminés par le Ministre sont admissibles à l'aide à l'agriculture biologique.

**Art. 9.** L'aide supplémentaire aux zones vulnérables est uniquement octroyée pour les surfaces agricoles désignées comme zones vulnérables conformément à l'article R.212 du Code de l'Eau.

**Art. 10.** L'aide à l'agriculture biologique n'est pas octroyée pour les surfaces agricoles désignées comme « milieux ouverts prioritaires » (UG 2), « prairies habitats d'espèces » (UG 3), « bandes extensives » (UG 4), « zones sous statut de protection » (UG temp 1) ou « zones à gestion publique » (UG temp 2) par l'article 2, 2° à 4°, 14° et 15°, respectivement, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000.

CHAPITRE 4. — *Montant de l'aide*

**Art. 11.** Le Ministre détermine le montant de l'aide au maintien, de l'aide à la conversion et de l'aide supplémentaire aux zones vulnérables.

CHAPITRE 5. — *Cumuls*

**Art. 12.** L'aide à l'agriculture biologique n'est pas octroyée pour les parcelles faisant l'objet d'un engagement pour les mesures agro-environnementales et climatiques n° 5 « tournières enherbées » ou n° 7 « parcelles aménagées » en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques.

**Art. 13.** Aucune aide n'est octroyée en vertu du présent arrêté pour les surfaces de compensation écologique.

**Art. 14.** L'aide à la conversion n'est pas octroyée pour les parcelles à l'égard desquelles une aide à l'agriculture biologique a été octroyée au cours des dix années précédentes.

**Art. 15.** Le Ministre peut déterminer des hypothèses dans lesquelles l'aide à la conversion ou l'aide supplémentaire aux zones vulnérables n'est pas octroyée aux agriculteurs qui bénéficient de l'aide au maintien.

CHAPITRE 6. — *Demande d'aide et demande de paiement*

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'aide à l'agriculture biologique et les demandes annuelles de paiement sont introduites via le formulaire de demande unique prévu aux articles 3, 4 et 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

La demande d'aide est recevable lorsqu'elle satisfait aux exigences prévues l'article 11, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

§ 2. La modification de la demande d'aide ou de paiement est réalisée conformément l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

CHAPITRE 7. — *Calcul de l'aide*

**Art. 17.** Le montant de l'aide à l'agriculture biologique octroyée à un agriculteur est calculé sur base de la superficie de surfaces agricoles déclarée dans la demande d'aide comme faisant l'objet de l'engagement et déterminée par l'organisme payeur.

Sans préjudice de l'article 21, l'accroissement de la superficie de l'exploitation n'entraîne pas l'augmentation automatique du montant de l'aide.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 17, pour les surfaces agricoles relevant du groupe de cultures désigné par le Ministre, le montant de l'aide à l'agriculture biologique est déterminé comme suit :

1° si la charge en bétail moyenne est égale ou supérieure à 0,6 UGB par hectare de surface fourragère, l'aide est octroyée pour l'ensemble des surfaces agricoles consacrées à ce groupe de cultures ;

2° si la charge en bétail moyenne est inférieure à 0,6 UGB par hectare de surface fourragère, l'aide est octroyée seulement pour la superficie de surfaces agricoles consacrées à ce groupe de culture nécessaire pour que la charge en bétail atteigne 0,6 UGB par hectare.

Le Ministre définit la notion de surface fourragère.

§ 2. La charge en bétail moyenne est calculée conformément à l'article 28 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Sans préjudice de l'article 28, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 seuls les animaux élevés selon les pratiques et méthodes de l'agriculture biologique sont pris en compte pour le calcul de la charge en bétail.

CHAPITRE 8. — *Paiements*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. L'aide à l'agriculture biologique est versée par tranches annuelles sur une période de cinq années. La période couverte par une tranche annuelle de paiement court du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année à laquelle elle se rapporte.

Chaque tranche annuelle de paiement est versée à l'agriculteur qui a introduit une demande de paiement annuelle conformément à l'article 16 et qui pendant toute la période couverte par la tranche annuelle concernée respecte les exigences liées à son engagement.

§ 2. L'agriculteur bénéficie de l'aide au maintien et, le cas échéant, de l'aide supplémentaire aux zones vulnérables pour chaque tranche annuelle de l'engagement.

§ 3. En plus des aides visées au paragraphe 2, l'aide à la conversion est due pour les deux premières tranches annuelles de l'engagement ou pour les tranches annuelles correspondant aux deux premières années à compter de l'extension de l'engagement en cours aux parcelles concernées conformément à l'article 21.

Si la première tranche annuelle pour laquelle l'aide à la conversion est due correspond à la dernière année de l'engagement, la seconde tranche annuelle est due à l'agriculteur la première année de l'engagement suivant, pour autant que le nouvel engagement soit immédiatement consécutif à l'engagement initial.

CHAPITRE 9. — *Modifications de l'engagement**Section 1ère. — Transfert d'exploitation ou de surfaces agricoles*

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 le transfert d'une exploitation entière couverte par un engagement est réalisé entre l'agriculteur reprenneur et l'agriculteur cédant via le guichet informatisé consacré aux interventions et aux aides de la politique agricole commune, mis à disposition par l'administration, ou par écrit, au moyen de tout document présentant une date certaine conformément à l'article D.15 du Code wallon de l'Agriculture.

L'alinéa 1<sup>er</sup> s'applique en cas de transfert de parcelles couvertes par un engagement.

§ 2. Dans l'hypothèse visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, le reprenneur peut poursuivre l'ensemble ou une partie des engagements pour la période d'engagement restant à courir, aux conditions prévues par le présent article.

Le transfert et, le cas échéant, la reprise des engagements sont notifiés à l'organisme payeur au plus tard à la date limite de soumission de la demande unique, prévue à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Pour l'application du présent arrêté, une reprise d'engagement est réputée prendre cours le 1<sup>er</sup> janvier de l'année de la notification du transfert de l'exploitation ou des parcelles.

§ 3. En cas de reprise de l'engagement, le repreneur se substitue au cédant en ce qui concerne les droits et obligations inhérents à l'engagement à partir de la date visée au paragraphe 2, alinéa 3.

Pour autant que l'engagement ait été effectif pendant la période concernée, le cédant bénéficie des aides correspondant à la période antérieure à la date visée au paragraphe 2, alinéa 3, et le repreneur des aides correspondant à la période postérieure.

Si après la reprise de l'engagement celui-ci est arrêté, le repreneur rembourse toutes les aides qui lui ont été versées au titre de l'engagement concerné. Aucun remboursement n'est exigé du cédant pour les aides reçues dans le cadre de l'engagement.

§ 4. Le respect des exigences liées à un engagement repris est vérifié sans tenir compte des engagements auxquels l'agriculteur repreneur a déjà souscrits avant le transfert.

#### Section 2. — Extension de l'engagement

**Art. 21.** L'extension d'un engagement en cours d'exécution à des surfaces agricoles supplémentaires est autorisée moyennant le respect des conditions suivantes :

- 1° l'extension sert l'objectif environnemental poursuivi par l'engagement ;
- 2° l'extension porte sur une superficie égale ou inférieure à 50 % de celle de l'engagement initial ;
- 3° la demande d'extension est introduite via une demande de paiement, conformément à l'article 16.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, une superficie est égale ou inférieure à 50 % de celle concernée par l'engagement initial lorsque la superficie faisant l'objet de la demande d'extension, augmentée des surfaces agricoles ayant précédemment fait l'objet d'une demande d'extension durant la même période d'engagement, est égale ou inférieure à 50 % de celle de l'engagement initial.

Si l'extension est acceptée, elle prend cours le 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'introduction de la demande d'extension. L'agriculteur respecte l'engagement étendu pour le reste de la durée de l'engagement initial.

#### Section 3. — Remplacement de l'engagement

**Art. 22.** Le remplacement d'un engagement en cours d'exécution par un nouvel engagement est autorisé moyennant le respect des conditions suivantes :

- 1° l'intégralité des surfaces agricoles concernées par l'engagement initial est couverte par le nouvel engagement ;
- 2° le nouvel engagement porte sur une superficie supérieure de 50 % par rapport à celle de l'engagement initial ;
- 3° la demande de remplacement est introduite via une nouvelle demande d'aide, conformément à l'article 16 ;
- 4° les conditions d'admissibilité du nouvel engagement sont respectées.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, une superficie est supérieure de 50 % par rapport à celle concernée par l'engagement initial lorsque la superficie faisant l'objet de la demande de remplacement, augmentée des surfaces agricoles ayant précédemment fait l'objet d'une demande d'extension durant la même période d'engagement, est supérieure de 50 % par rapport à celle de l'engagement initial.

Si le remplacement est accepté, un nouvel engagement de cinq années prend cours le 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'introduction de la demande de remplacement, indépendamment de la durée pendant laquelle l'engagement initial a été mis en œuvre.

Le remboursement des paiements déjà reçus dans le cadre de l'engagement initial n'est pas exigé.

#### Section 4. — Révision de l'engagement

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 70, § 7, alinéa 1<sup>er</sup>, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, en cas de modification de la ligne de base ou des exigences liées à un éco-régime, le Ministre révisé la liste des cultures admissibles ou le montant correspondant de l'aide.

§ 2. Conformément à l'article 70, § 7, alinéa 2, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, lorsqu'un engagement court au-delà de la période couverte par le plan stratégique relevant de la Politique agricole commune, le Ministre révisé la liste des cultures admissibles ou le montant correspondant de l'aide afin de l'adapter le cas échéant au cadre réglementaire de la période suivante.

La révision prend effet au premier jour de la période suivante.

§ 3. Si une révision entre en vigueur avant la date limite d'introduction de la demande d'aide ou de paiement, elle est réputée prendre cours le 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée. Si la révision entre en vigueur après la date limite d'introduction de la demande d'aide ou de paiement, elle prend cours le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.

§ 4. Si la révision n'est pas acceptée par l'agriculteur, l'engagement prend fin. Le remboursement des paiements déjà reçus dans le cadre de l'engagement concerné n'est pas exigé.

§ 5. L'organisme payeur informe sans délai et notifie les agriculteurs concernés de l'application des paragraphes 1<sup>er</sup> et 2.

#### Section 5. — Adaptation de l'engagement

**Art. 24.** Dans des hypothèses dûment justifiées compte tenu des objectifs agro-environnementaux de l'intervention prévue par le présent arrêté, le Ministre peut adapter un engagement en cours d'exécution via une modification de la liste des cultures admissibles ou le montant correspondant de l'aide.

Si l'adaptation entre en vigueur avant la date limite d'introduction de la demande d'aide ou de paiement, elle est réputée prendre cours le 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée. Si l'adaptation entre en vigueur après la date limite d'introduction de la demande d'aide ou de paiement, elle prend cours le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.

L'agriculteur respecte l'engagement adapté pour le reste de la durée de l'engagement initial.

L'organisme payeur informe sans délai et notifie les agriculteurs concernés de l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

*Section 6. — Aménagements fonciers et interventions publiques*

**Art. 25.** L'agriculteur qui n'est plus en mesure de respecter un engagement, en tout ou en partie, en raison du fait que son exploitation ou une partie de son exploitation fait l'objet d'un aménagement foncier ou d'autres interventions publiques similaires, en notifie par écrit l'organisme payeur avant la date de prise d'occupation.

L'organisme payeur adapte l'engagement au regard des changements apportés à l'exploitation.

Si l'adaptation se révèle impossible, l'engagement prend fin. Le montant des paiements déjà reçus est remboursé à l'exception de ceux correspondant aux tranches annuelles pendant lesquelles l'engagement a été effectif.

L'organisme payeur informe l'agriculteur des modalités d'adaptation ou le cas échéant de la fin de l'engagement.

*CHAPITRE 10. — Dispositions finales*

**Art. 26.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 2 février 2017 et du 4 mars 2021 ;

2° l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 relatif aux aides à l'agriculture biologique, modifié par l'arrêté ministériel du 2 février 2017.

**Art. 27.** Le présent arrêté et ses arrêtés d'exécution s'appliquent aux engagements à mettre en œuvre les pratiques et méthodes de l'agriculture biologique souscrits avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023 dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique.

**Art. 28.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 février 2023.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/42306]

**23. FEBRUAR 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung  
über die Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 über die Finanzierung, Verwaltung und Überwachung der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.241, D.242 Absätze 1 und 2, D.243, D.249 Absatz 1 und Absatz 2 Ziffer 4 und D.251;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 18. November 2022;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 3. September 2015 über die Beihilfen für die biologische Landwirtschaft;

Aufgrund der am 16. November 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Dezember 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 15. Dezember 2022 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 22. Dezember 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;  
Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;  
Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;  
Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL 1 — *Begriffsbestimmungen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

2° landwirtschaftliche Tätigkeiten: die landwirtschaftlichen Tätigkeiten im Sinne von Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

3° Landwirte: die Landwirte im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

4° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität;

5° Feldränder: die Feldränder im Sinne von Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

6° Umstellung: die Umstellung im Sinne von Artikel 3 6) der Verordnung (EU) 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates;

7° Beihilfeantrag: der Beihilfeantrag im Sinne von Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 16 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

8° Zahlungsantrag: der Zahlungsantrag im Sinne von Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 17 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

9° Öko-Regelung: die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen vorgesehenen Öko-Regelungen;

10° Verpflichtung: die Verpflichtung eines Landwirts, die Verfahren und Methoden der ökologischen/biologischen Landwirtschaft anzuwenden;

11° Formular des Sammelantrags: das in Artikel D.30 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft angeführte Formular;

12° Grundanforderung: die Gesamtheit der Anforderungen gemäß Artikel 70 Absatz 3 Buchstaben a bis c der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021;

13° Zahlstelle: die Zahlstelle im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 25 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

14° Kontrollstellen: die Kontrollstellen im Sinne von Artikel 3 Ziffer 56 der Verordnung (EU) 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates, die in Anhang 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die biologische Produktion und die Kennzeichnung von biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die biologischen Produktionsmethoden und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse aufgeführt sind;

15° Verfahren und Methoden der ökologischen/biologischen Landwirtschaft: die im Rahmen einer landwirtschaftlichen Tätigkeit angewandten Produktionsverfahren und -methoden, die den Bestimmungen der Verordnung (EU) 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die biologische Produktion und die Kennzeichnung von biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die biologischen Produktionsmethoden und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse entsprechen;

16° Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021: die Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

17° Sanitel: die Datenbank im Sinne von Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 39 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

18° landwirtschaftliche Flächen: die landwirtschaftlichen Flächen im Sinne von Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 44 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

19° ökologische/biologische Ausgleichsflächen: die landwirtschaftlichen Flächen, auf die eine spezifische Benachteiligung einwirkt, für die ein Landwirt als Ausgleich auf der Grundlage einer Vereinbarung mit einer privaten Drittperson eine finanzielle Unterstützung erhält;

20° Herden: die Herden im Sinne von Artikel 2 Paragraf 2 Ziffer 12 des Königlichen Erlasses vom 20. Mai 2022 über die Identifizierung und Registrierung von bestimmten Huftieren, Geflügel, Kaninchen und bestimmten Vögeln;

21° GVE: die Großvieheinheit im Sinne von Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 48 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

22° Produktionseinheiten: die Produktionseinheiten im Sinne von Artikel 3 Ziffer 35 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft.

KAPITEL 2 — *Allgemeine Bestimmungen*

**Art. 2** - Gemäß Artikel 70 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird jährlich eine Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft unter den in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen gewährt.

**Art. 3** - Die Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft umfasst:

- 1° eine Beihilfe zur Aufrechterhaltung;
- 2° eine Umstellungsbeihilfe;
- 3° eine zusätzliche Beihilfe für gefährdete Gebiete.

KAPITEL 3 — *Verpflichtungen**Abschnitt 1* — *Einhaltung der Anforderungen*

**Art. 4** - Um in den Genuss der Beihilfe für die ökologische/biologischen Landwirtschaft zu gelangen, muss der Landwirt zusätzlich zu den einschlägigen Anforderungen der Grundanforderung die Verfahren und Methoden der ökologischen/biologischen Landwirtschaft einhalten.

**Art. 5** - Um in den Genuss der Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft zu gelangen, hat der Landwirt seine Tätigkeit im Bereich der ökologischen/biologischen Produktion gemäß Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die biologische Produktion und die Kennzeichnung von biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die biologischen Produktionsmethoden und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse bis spätestens 31. Dezember des Jahres vor dem ersten Jahr der Verpflichtung bei der Verwaltung angemeldet.

*Abschnitt 2* — *Dauer der Verpflichtung*

**Art. 6** - Die Verpflichtung eines Landwirts, Verfahren und Methoden der ökologischen/biologischen Landwirtschaft anzuwenden, gilt für einen Zeitraum von fünf Jahren, der am 1. Januar des Jahres der Einreichung des Beihilfeantrags beginnt.

Möchte der Landwirt seine Verpflichtung nach Ablauf des ersten Fünfjahreszeitraums erneuern, so muss er einen neuen Beihilfeantrag nach den in Artikel 16 vorgesehenen Formen und Modalitäten stellen. Die erneuerte Verpflichtung läuft über einen Zeitraum von fünf Jahren.

*Abschnitt 3* — *Tragweite der Verpflichtung*

**Art. 7** - Unbeschadet des Artikels 20 oder 21 muss sich die Verpflichtung während ihrer gesamten Laufzeit auf eine Fläche der landwirtschaftlich genutzten Flächen erstrecken, die mit der vom Landwirt in seinem Beihilfeantrag als Gegenstand der Verpflichtung angegebenen Fläche identisch ist.

Während ihrer gesamten Laufzeit bezieht sich die Verpflichtung auf die Parzellen, die der Landwirt in seinem Beihilfeantrag als Gegenstand der Verpflichtung angegeben hat.

**Art. 8** - Nur Parzellen von landwirtschaftlichen Flächen, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden und zu den vom Minister festgelegten Kulturgruppen gehören, sind für die Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft zulässig.

**Art. 9** - Die zusätzliche Beihilfe für gefährdete Gebiete wird nur für landwirtschaftliche Flächen gewährt, die gemäß Artikel R.212 des Wassergesetzbuchs als gefährdete Gebiete ausgewiesen sind.

**Art. 10** - Die Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft wird nicht für landwirtschaftliche Flächen gewährt, die jeweils als "prioritäre offene Lebensräume" (BE2), "Wiesen als Lebensraum von Arten" (BE3), "extensive Streifen" (BE4), "unter Schutz gestellte Gebiete" (BE temp 1) oder "öffentlich verwaltete Gebiete" (BE temp 2) gemäß Artikel 2, Ziffer 2 bis 4, 14 und 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, ausgewiesen werden.

KAPITEL 4 — *Betrag der Beihilfe*

**Art. 11** - Der Minister legt den Betrag der Beihilfe zur Aufrechterhaltung, der Umstellungsbeihilfe und der zusätzlichen Beihilfe für gefährdete Gebiete fest.

KAPITEL 5 — *Kumulierung*

**Art. 12** - Die Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft wird nicht für Parzellen gewährt, die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für die Agrarumwelt- und Klimamaßnahmen Gegenstand einer Verpflichtung für die Agrarumwelt- und Klimamaßnahmen Nr. 5 "Begraste Wendeflächen" oder Nr. 7 "bepflanzte Parzellenstreifen" sind.

**Art. 13** - Im Rahmen des vorliegenden Erlasses werden keine Beihilfen für ökologische/biologische Ausgleichsflächen gewährt.

**Art. 14** - Die Umstellungsbeihilfe wird nicht für Parzellen gewährt, für die in den vorangegangenen zehn Jahren eine Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft gewährt wurde.

**Art. 15** - Der Minister kann bestimmte Voraussetzungen festlegen, unter denen die Umstellungsbeihilfe oder die zusätzliche Beihilfe für gefährdete Gebiete nicht an Landwirte gewährt wird, die eine Beihilfe zur Aufrechterhaltung erhalten.

KAPITEL 6 — *Beihilfeantrag und Zahlungsantrag*

**Art. 16** - § 1. Der Antrag auf Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft und die jährlichen Zahlungsanträge werden über das Formular des Sammelantrags eingereicht, das in den Artikeln 3, 4 und 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehen ist.

Der Beihilfeantrag ist zulässig, wenn er die in Artikel 11 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehenen Anforderungen erfüllt.

§ 2. Die Änderung des Beihilfe- oder Zahlungsantrags erfolgt gemäß Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023.

KAPITEL 7 — *Berechnung der Beihilfe*

**Art. 17** - Der Betrag der einem Landwirt gewährten Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft wird auf der Grundlage der Fläche der landwirtschaftlich genutzten Flächen berechnet, die im Beihilfeantrag als Gegenstand der Verpflichtung angegeben und von der Zahlstelle ermittelt wurde.

Unbeschadet des Artikels 21 führt eine Vergrößerung der Betriebsflächen nicht automatisch zu einer Erhöhung des Beihilfebetrags.

**Art. 18** - § 1. Abweichend von Artikel 17 wird für landwirtschaftliche Flächen, die unter die vom Minister bezeichnete Kulturgruppe fallen, der Betrag der Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft wie folgt festgelegt:

1° wenn der durchschnittliche Viehbesatz 0,6 GVE pro Hektar Futterbaufläche oder mehr beträgt, wird die Beihilfe für die Gesamtheit der landwirtschaftlichen Flächen gewährt, die dieser Kulturgruppe gewidmet sind;

2° wenn der durchschnittliche Viehbesatz weniger als 0,6 GVE pro Hektar Futterfläche beträgt, wird die Beihilfe nur für die Fläche der dieser Kulturgruppe gewidmeten landwirtschaftlich genutzten Flächen gewährt, die erforderlich ist, um den Viehbesatz auf 0,6 GVE pro Hektar zu erhöhen.

Der Minister legt den Begriff der Futterfläche fest.

§ 2. Der durchschnittliche Viehbesatz wird gemäß Artikel 28 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 berechnet.

Unbeschadet des Artikels 28 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 werden bei der Berechnung des Viehbesatzes nur die Tiere berücksichtigt, die nach den Verfahren und Methoden der ökologischen/biologischen Landwirtschaft gehalten werden.

KAPITEL 8 — *Zahlungen*

**Art. 19** - § 1. Die Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft wird in Jahrestanchen über einen Zeitraum von fünf Jahren ausgezahlt. Der Zeitraum, auf den sich eine jährliche Zahlungstranche bezieht, beginnt am 1. Januar des betreffenden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Jede jährliche Zahlungstranche wird an den Landwirt gezahlt, der einen jährlichen Zahlungsantrag gemäß Artikel 16 gestellt hat und während des gesamten Zeitraums, auf den sich die betreffende jährliche Zahlungstranche bezieht, die Anforderungen im Zusammenhang mit seiner Verpflichtung erfüllt.

§ 2. Der Landwirt erhält die Beihilfe zur Aufrechterhaltung und gegebenenfalls die zusätzliche Beihilfe für gefährdete Gebiete für jede Jahrestranche der Verpflichtung.

§ 3. Zusätzlich zu den in Paragraph 2 genannten Beihilfen wird die Umstellungsbeihilfe für die ersten beiden Jahrestanchen der Verpflichtung oder für die Jahrestanchen, die den ersten beiden Jahren ab der Erweiterung der laufenden Verpflichtung auf die betreffenden Parzellen gemäß Artikel 21 entsprechen, geschuldet.

Wenn die erste Jahrestranche, für die die Umstellungsbeihilfe geschuldet ist, dem letzten Jahr der Verpflichtung entspricht, ist die zweite Jahrestranche dem Landwirt im ersten Jahr der nächsten Verpflichtung geschuldet, sofern die neue Verpflichtung unmittelbar an die ursprüngliche Verpflichtung anschließt.

KAPITEL 9 — *Änderungen der Verpflichtung**Abschnitt 1 — Übertragung des landwirtschaftlichen Betriebs oder von landwirtschaftlichen Flächen*

**Art. 20** - § 1. In Abweichung von Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 erfolgt die Übertragung eines ganzen Betriebs, der unter eine Verpflichtung fällt, zwischen dem übernehmenden und dem überlassenden Landwirt über den von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Onlineschalter für Interventionen und Beihilfen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik oder schriftlich mittels jedes Dokuments, das ein sicheres Datum gemäß Artikel D.15 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Landwirtschaft aufweist.

Absatz 1 gilt im Falle der Übertragung von Parzellen, die unter eine Verpflichtung fallen.

§ 2. In dem in Paragraph 1 genannten Fall kann der Übernehmer die Gesamtheit oder einen Teil der Verpflichtungen für den verbleibenden Verpflichtungszeitraum unter den in dem vorliegenden Artikel vorgesehenen Bedingungen fortsetzen.

Die Übertragung und gegebenenfalls die Übernahme der Verpflichtungen werden der Zahlstelle spätestens zu dem in Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehenen Termin für die Einreichung des Sammelantrags mitgeteilt.

Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses wird davon ausgegangen, dass eine Wiederaufnahme der Verpflichtung am 1. Januar des Jahres beginnt, in dem die Übertragung des Betriebs oder der Parzellen mitgeteilt wurde.

§ 3. Im Falle der Übernahme der Verpflichtung tritt der Übernehmer ab dem in Paragraph 2 Absatz 3 genannten Zeitpunkt in Bezug auf die mit der Verpflichtung verbundenen Rechte und Pflichten an die Stelle des Überlassers.

Sofern die Verpflichtung während des betreffenden Zeitraums wirksam war, erhält der Überlasser die Beihilfen für den Zeitraum vor dem in Paragraph 2 Absatz 3 genannten Zeitpunkt und der Übernehmer die Beihilfen für den Zeitraum nach diesem Zeitpunkt.

Wenn nach der Übernahme der Verpflichtung diese beendet wird, zahlt der Übernehmer alle Beihilfen zurück, die ihm im Rahmen der betreffenden Verpflichtung gezahlt wurden. Vom Überlasser wird keine Rückzahlung für die im Rahmen der Verpflichtung erhaltenen Beihilfen verlangt.

§ 4. Die Einhaltung der Anforderungen im Zusammenhang mit einer übernommenen Verpflichtung wird ohne Berücksichtigung der Verpflichtungen überprüft, die der übernehmende Landwirt bereits vor der Übertragung eingegangen ist.

*Abschnitt 2 — Erweiterung der Verpflichtung*

**Art. 21** - Die Erweiterung einer laufenden Verpflichtung auf zusätzliche landwirtschaftliche Flächen ist zulässig, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Erweiterung dient dem mit der Verpflichtung verfolgten Umweltziel;

2° die Erweiterung bezieht sich auf eine Fläche, die 50 % oder weniger der Fläche der ursprünglichen Verpflichtung beträgt;



3° der Antrag auf Erweiterung wird über einen Zahlungsantrag gemäß Artikel 16 gestellt.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 entspricht eine Fläche 50 % oder weniger der von der ursprünglichen Verpflichtung betroffenen Fläche, wenn die Fläche, die Gegenstand des Antrags auf Erweiterung ist, zuzüglich der landwirtschaftlichen Flächen, für die zuvor während desselben Verpflichtungszeitraums ein Antrag auf Erweiterung gestellt wurde, 50 % oder weniger der Fläche der ursprünglichen Verpflichtung beträgt.

Wird die Erweiterung genehmigt, beginnt sie am 1. Januar des Jahres, in dem der Antrag auf Erweiterung gestellt wurde. Der Landwirt erfüllt die erweiterte Verpflichtung für den verbleibenden Zeitraum der ursprünglichen Verpflichtung.

#### *Abschnitt 3 — Ersetzung der Verpflichtung*

**Art. 22** - Die Ersetzung einer laufenden Verpflichtung durch eine neue Verpflichtung ist zulässig, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

1° die Gesamtheit der von der ursprünglichen Verpflichtung betroffenen landwirtschaftlichen Flächen fällt unter die neue Verpflichtung;

2° die neue Verpflichtung bezieht sich auf eine Fläche, die um 50 % größer ist als die der ursprünglichen Verpflichtung;

3° der Antrag auf Ersetzung wird über einen neuen Beihilfeantrag gemäß Artikel 16 eingereicht;

4° die Bedingungen für die Beihilfefähigkeit der neuen Verpflichtung sind erfüllt.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 ist eine Fläche um 50 % größer als die von der ursprünglichen Verpflichtung betroffene Fläche, wenn die Fläche, die Gegenstand des Antrags auf Ersetzung ist, zuzüglich der landwirtschaftlichen Flächen, für die zuvor während desselben Verpflichtungszeitraums ein Antrag auf Erweiterung gestellt wurde, um 50 % größer ist als die der ursprünglichen Verpflichtung.

Wird die Ersetzung akzeptiert, beginnt eine neue fünfjährige Verpflichtung am 1. Januar des Jahres, in dem der Antrag auf Ersetzung gestellt wurde, unabhängig von der Dauer, während der die ursprüngliche Verpflichtung umgesetzt wurde.

Die Rückzahlung von Zahlungen, die im Rahmen der ursprünglichen Verpflichtung bereits erhalten wurden, wird nicht gefordert.

#### *Abschnitt 4 — Revision der Verpflichtung*

**Art. 23** - § 1. Gemäß Artikel 70 § 7 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 revidiert der Minister im Falle einer Änderung der Grundanforderung oder der mit einer Öko-Regelung verbundenen Anforderungen die Liste der beihilfefähigen Kulturen oder den entsprechenden Betrag der Beihilfe.

§ 2. Gemäß Artikel 70 § 7 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 überprüft der Minister, wenn eine Verpflichtung über die Laufzeit des Strategieplans im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik hinausgeht, die Liste der beihilfefähigen Kulturen oder den entsprechenden Betrag der Beihilfe, um sie gegebenenfalls an den Rechtsrahmen des folgenden Zeitraums anzupassen.

Die Revision wird am ersten Tag des folgenden Zeitraums wirksam.

§ 3. Tritt eine Revision vor der Frist für die Einreichung des Beihilfe- oder Zahlungsantrags in Kraft, so wird davon ausgegangen, dass sie am 1. Januar des betreffenden Jahres wirksam wird. Tritt eine Revision nach der Frist für die Einreichung des Beihilfe- oder Zahlungsantrags in Kraft, so beginnt sie am 1. Januar des darauffolgenden Jahres.

§ 4. Wenn die Revision vom Landwirt nicht angenommen wird, endet die Verpflichtung. Die Rückzahlung von Zahlungen, die im Rahmen der betreffenden Verpflichtung bereits erhalten wurden, wird nicht gefordert.

§ 5. Die Zahlstelle informiert die betroffenen Landwirte unverzüglich über die Anwendung der Paragraphen 1 und 2.

#### *Abschnitt 5 — Anpassung der Verpflichtung*

**Art. 24** - In ordnungsgemäß begründeten Fällen kann der Minister unter Berücksichtigung der Agrarumweltziele der in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Intervention eine Verpflichtung während der Durchführung durch eine Änderung der Liste der zulässigen Kulturen oder des entsprechenden Betrags der Beihilfe anpassen.

Tritt eine Anpassung vor der Frist für die Einreichung des Beihilfe- oder Zahlungsantrags in Kraft, so wird davon ausgegangen, dass sie am 1. Januar des betreffenden Jahres wirksam wird. Tritt eine Anpassung nach der Frist für die Einreichung des Beihilfe- oder Zahlungsantrags in Kraft, so beginnt sie am 1. Januar des darauffolgenden Jahres.

Der Landwirt erfüllt die angepasste Verpflichtung für den verbleibenden Zeitraum der ursprünglichen Verpflichtung.

Die Zahlstelle informiert die betroffenen Landwirte unverzüglich über die Anwendung von Absatz 1.

#### *Abschnitt 6 — Ländliche Bodenumgestaltung und öffentliche Interventionen*

**Art. 25** - Ist ein Landwirt nicht mehr in der Lage, eine Verpflichtung ganz oder teilweise zu erfüllen, weil sein Betrieb oder ein Teil seines Betriebs Gegenstand einer ländlichen Bodenumgestaltung oder ähnlicher öffentlicher Interventionen ist, so teilt er dies der Zahlstelle vor dem Datum der Übernahme schriftlich mit.

Die Zahlstelle passt die Verpflichtung im Hinblick auf die Änderungen im Betrieb an.

Erweist sich die Anpassung als unmöglich, so endet die Verpflichtung. Der Betrag der bereits erhaltenen Zahlungen wird zurückgezahlt, mit Ausnahme derjenigen, die den Jahrestanchen entsprechen, während derer die Verpflichtung wirksam war.

Die Zahlstelle unterrichtet den Landwirt über die Modalitäten der Anpassung oder gegebenenfalls über die Beendigung der Verpflichtung.

### *KAPITEL 10 — Schlussbestimmungen*

**Art. 26** - Es werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2017 und vom 4. März 2021;

2° der Ministerielle Erlass vom 3. September 2015 über die Beihilfen für die biologische Landwirtschaft, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 2. Februar 2017.

**Art. 27** - Der vorliegende Erlass und seine Durchführungserlasse gelten für Verpflichtungen zur Anwendung der Verfahren und Methoden der ökologischen/biologischen Landwirtschaft, die vor dem 1. Januar 2023 im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft eingegangen worden sind.

**Art. 28** - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Februar 2023

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,  
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

—————  
VERTALING

### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/42306]

#### 23 FEBRUARI 2023. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de steun voor de biologische landbouw

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwgarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op Verordening (EU) 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1306/2013;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D. 241, D.242, lid 1 en lid 2, D.243, D.249, lid 1, en D.251;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw;

Gelet op het verslag van 18 november 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 september 2015 betreffende de steun voor DE biologische landbouw;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 november 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 2022;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 15 december 2022;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 22 december 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 1, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — Begripsomschrijvingen

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder :

1° Administratie: de Administratie bedoeld in artikel D.3, 3° van het Waalse Landbouwwetboek ;

4° landbouwactiviteiten: de landbouwactiviteiten in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023

3° landbouwers: landbouwers in de zin van artikel D.3, 4°, van het Waals Landbouwwetboek;

4° besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023: het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit;

5° akkerranden: de akkerranden in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 10°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

6° omschakeling: de omschakeling in de zin van artikel 3, 6), van Verordening (EU) nr. 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad;

7° steunaanvraag: de steunaanvraag in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 16°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

8° betalingsaanvraag: de betalingsaanvraag in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 17°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

9° ecoregelingen: de ecoregelingen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de ecoregelingen;

10° verbintenis: de verbintenis van een landbouwer om biologische landbouwpraktijken en -methoden toe te passen;

11° verzamelaanvraagformulier : het formulier bedoeld in artikel D.30 van het Waalse Landbouwwetboek;

12° basislijn: de gezamenlijke relevante verbintenissen als bedoeld in artikel 70, § 3, a) tot c), van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021;

13° betaalorgaan: het betaalorgaan in de zin van artikel D.3, 25°, van het Waals Landbouwwetboek;

14° controleorganen: de controleorganen in de zin van artikel 3, 56) van Verordening (EU) 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad, en van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten;

15° praktijken en methodes uit de biologische landbouw: de productiepraktijken en -methodes die worden gebruikt in het kader van een landbouwactiviteit, in overeenstemming met de bepalingen van Verordening (EU) 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad, en van het besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 inzake de biologische productie en etikettering van biologische producten en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten;

16° Verordening (EU) 2021/2115 van 2 december 2021: Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

17° Sanitel: het gegevensbestand in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 39°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

18° landbouwarealen: de landbouwarealen in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 44°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023

19° ecologische compensatiearealen: landbouwarealen waar een specifieke beperking geldt en waarvoor een landbouwer financiële steun ontvangt op basis van een overeenkomst met een private derde;

20° beslagen: de beslagen in de zin van artikel 2, § 2, 12°, van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 betreffende de identificatie en de registratie van bepaalde hoefdieren, pluimvee, konijnen en bepaalde vogels;

7° GVE: de grootvee-eenheid in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 48°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

22° productie-eenheden: de productie-eenheden in de zin van artikel 3, 35° van het Waalse Landbouwwetboek.

## HOOFDSTUK 2. — Algemene bepalingen

**Art. 2.** Krachtens artikel 70 van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 wordt jaarlijks steun voor de biologische landbouw toegekend onder de in dit besluit vastgestelde voorwaarden.

**Art. 3.** De steun voor biologische landbouw omvat:

1° een steun voor de instandhouding;

2° een steun voor de omschakeling

3° een aanvullende steun voor kwetsbare gebieden.

## HOOFDSTUK 3. — Verbintenissen

### Onderafdeling 1<sup>ere</sup>. — Naleving van de eisen

**Art. 4.** Om voor steun voor de biologische landbouw in aanmerking te komen, moet de landbouwer niet alleen voldoen aan de relevante eisen van de basislijn, maar ook aan de praktijken en methoden van de biologische landbouw.

**Art. 5.** Om van de steun voor de biologische landbouw te kunnen genieten, moet de landbouwer de administratie uiterlijk op 31 december van het jaar dat aan het eerste jaar van de verbintenis voorafgaat, in kennis hebben gesteld van zijn biologische productieactiviteit, overeenkomstig artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 inzake de biologische productie en etikettering van biologische producten en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten.

### Afdeling 2. — Duur van de verbintenis

**Art. 6.** De verbintenis van een landbouwer om biologische landbouwpraktijken en -methoden toe te passen, geldt voor een periode van vijf jaar die ingaat op 1 januari van het jaar waarin de steunaanvraag wordt ingediend.

Indien de landbouwer zijn verbintenis aan het einde van de eerste periode van vijf jaar wenst te verlengen, dient hij een nieuwe steunaanvraag in de vorm en op de wijze bepaald in artikel 16 in. De verlengde verbintenis geldt voor een periode van vijf jaar.

### Afdeling 3. — Reikwijdte van de verbintenis

**Art. 7.** Onverminderd de artikelen 20 en 21 heeft de verbintenis gedurende de gehele looptijd ervan betrekking op een areaal landbouwgrond dat identiek is aan het areaal dat de landbouwer in zijn steunaanvraag als het voorwerp van de verbintenis heeft aangewezen.

Gedurende de gehele looptijd heeft de verbintenis betrekking op de percelen die de landbouwer in zijn steunaanvraag als onder de verbintenis vallende percelen heeft aangewezen.

**Art. 8.** Alleen percelen landbouwgrond gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest en behorend tot de door de Minister vastgestelde gewasgroepen komen in aanmerking voor de steun voor de biologische landbouw.

**Art. 9.** De aanvullende steun voor kwetsbare gebieden wordt alleen toegekend voor landbouwarealen die overeenkomstig artikel R.212 van het Waterwetboek als kwetsbare gebieden zijn aangewezen.

**Art. 10.** De steun voor de biologische landbouw wordt niet verleend voor landbouwarealen die zijn aangewezen als “prioritair open milieus” (UG 2), “weiland habitats van soorten” (UG 3), “extensieve stroken” (UG 4), “gebieden onder beschermingsstatuut” (UG temp 1) of “gebieden met openbaar beheer” (UG temp 2) in artikel 2, 2° tot 4°, 14° en 15° van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn.

#### HOOFDSTUK 4. — *Bedrag van de steun*

**Art. 11.** De Minister bepaalt het bedrag van de steun voor de instandhouding, van de steun voor de omschakeling en van de aanvullende steun voor kwetsbare gebieden.

#### HOOFDSTUK 5. — *Cumulaties*

**Art. 12.** De steun voor de biologische landbouw wordt niet verleend voor percelen waarvoor een verbintenis voor agromilieus- en klimaatmaatregelen nr. 5 “met gras bezaaide perceelsranden” of nr. 7 “ingerichte perceelstroken” is aangegaan overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieus- en klimaatmaatregelen.

**Art. 13.** In het kader van dit besluit wordt geen steun verleend voor ecologische compensatiearealen.

**Art. 14.** Er wordt geen steun voor de omschakeling toegekend voor percelen waarvoor in de voorafgaande tien jaar steun voor de biologische landbouw is toegekend.

**Art. 15.** De Minister kan de omstandigheden bepalen waarin geen steun voor de omschakeling of aanvullende steun voor kwetsbare gebieden wordt toegekend aan landbouwers die steun voor de instandhouding ontvangen.

#### HOOFDSTUK 6. — *Steunaanvraag en betalingsaanvraag*

**Art. 16.** § 1. De steunaanvraag voor de biologische landbouw en de jaarlijkse betalingsaanvragen worden ingediend door middel van het enige aanvraagformulier bedoeld in de artikelen 3, 4 en 9 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

De steunaanvraag is ontvankelijk wanneer zij voldoet aan de vereisten van artikel 11, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

§ 2. De wijziging van de steun- of betalingsaanvraag gebeurt overeenkomstig artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

#### HOOFDSTUK 7. — *Berekening van de steun*

**Art. 17.** Het bedrag van de aan een landbouwer toegekende steun voor de biologische landbouw wordt berekend op basis van het in de steunaanvraag aangegeven en door het betaalorgaan vastgestelde areaal landbouwgrond waarvoor de verbintenis is aangegaan.

Onverminderd artikel 21 leidt een uitbreiding van het areaal van het bedrijf niet tot een automatische verhoging van het steunbedrag.

**Art. 18.** § 1. In afwijking van artikel 17 wordt het bedrag van de steun voor de biologische landbouw voor landbouwarealen die behoren tot de door de Minister aangewezen gewasgroep als volgt vastgesteld:

1° indien de gemiddelde veebezetting gelijk is aan of hoger is dan 0,6 GVE per hectare voederareaal, wordt de steun toegekend voor het volledige landbouwareaal dat voor deze gewasgroep is bestemd;

2° indien de gemiddelde veebezetting lager is dan 0,6 GVE per hectare voederareaal, wordt de steun slechts toegekend voor het areaal landbouwgrond die aan deze gewasgroep wordt besteed en die nodig is om een veebezetting van 0,6 GVE per hectare te bereiken.

De Minister definieert het begrip voederareaal.

§ 2. De gemiddelde veebezetting wordt berekend overeenkomstig artikel 28 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Onverminderd artikel 28, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 worden voor de berekening van de veebezetting alleen dieren in aanmerking genomen die volgens biologische landbouwpraktijken en -methoden worden gehouden.

#### HOOFDSTUK 8. — *Betalingen*

**Art. 19.** § 1. De steun voor de biologische landbouw wordt over een periode van vijf jaar in jaarlijkse schijven betaald. De periode waarop een jaarlijkse schijf betrekking heeft, loopt van 1 januari tot en met 31 december van het jaar waarop zij betrekking heeft.

Elke jaarlijkse schijf wordt betaald aan een landbouwer die overeenkomstig artikel 16 een aanvraag voor een jaarbetaling heeft ingediend en die gedurende de gehele door de betrokken jaarlijkse schijf bestreken periode de aan zijn verbintenis verbonden voorwaarden in acht neemt.

§ 2. De landbouwer ontvangt voor elke jaarlijkse schijf van de verbintenis de steun voor de instandhouding en, in voorkomend geval, de aanvullende steun voor kwetsbare gebieden.

§ 3. Naast de in § 2 bedoelde steun wordt de steun voor de omschakeling voor de eerste twee jaarlijkse schijven van de verbintenis of voor de jaarlijkse schijven die overeenstemmen met de eerste twee jaar na de verlenging van de lopende verbintenis voor de betrokken percelen overeenkomstig artikel 21 betaald.

Indien de eerste jaarlijkse schijf waarvoor de steun voor de omschakeling moet worden betaald, overeenkomt met het laatste jaar van de verbintenis, wordt de tweede jaarlijkse schijf aan de landbouwer betaald in het eerste jaar van de volgende verbintenis, op voorwaarde dat de nieuwe verbintenis onmiddellijk volgt op de oorspronkelijke verbintenis.

HOOFDSTUK 9. — *Wijzigingen van de verbintenis**Afdeling 1<sup>ère</sup>*. — Overdracht van bedrijven of landbouwarealen

**Art. 20.** § 1. In afwijking van artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 vindt de overdracht van een volledig onder een verbintenis vallend bedrijf plaats tussen de overnemer en de overdragende landbouwer via het door de administratie ter beschikking gestelde geïnformatiseerde loket voor interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid of schriftelijk door middel van een document met een vaste datum overeenkomstig artikel D.15 van het Waalse landbouwwetboek.

Het eerste lid is van toepassing in geval van overdracht van percelen waarvoor een verbintenis is aangegaan.

§ 2. In het in § 1 bedoelde geval kan de overnemer de verbintenissen voor de resterende verbintenisperiode geheel of gedeeltelijk voortzetten onder de in dit artikel vastgestelde voorwaarden.

Het betaalorgaan wordt van de overdracht en, in voorkomend geval, van de overname van de verbintenissen in kennis gesteld uiterlijk op de uiterste datum voor de indiening van de verzamelaanvraag als bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Voor de toepassing van dit besluit wordt de overname van de verbintenissen geacht plaats te vinden op 1 januari van het jaar van de kennisgeving van de overdracht van het bedrijf of de percelen.

§ 3. In geval van overname van de verbintenis treedt de overnemer vanaf de in § 2, derde lid, bedoelde datum in de plaats van de overdrager voor de rechten en verplichtingen die aan de verbintenis verbonden zijn.

Mits de verbintenis in de betrokken periode is nagekomen, ontvangt de overdrager de steun voor de periode vóór de in § 2, derde lid, bedoelde datum en de overnemer de steun voor de periode na die datum.

Indien de verbintenis na de overname ervan wordt beëindigd, betaalt de overnemer alle steun terug die hem voor de betrokken verbintenis is betaald. De overdrager behoeft de in het kader van de verbintenis ontvangen steun niet terug te betalen.

§ 4. De naleving van de voorschriften van een overgenomen verbintenis wordt gecontroleerd zonder rekening te houden met de verbintenissen die de overnemende landbouwer reeds vóór de overdracht is aangegaan.

*Afdeling 2*. — *Uitbreiding van de verbintenis*

**Art. 21.** De uitbreiding van een lopende verbintenis tot bijkomende landbouwarealen wordt toegestaan onder de volgende voorwaarden:

1° de uitbreiding dient de milieudoelstelling van de verbintenis;

2° de uitbreiding betreft een areaal dat gelijk is aan of kleiner is dan 50% van dat van de oorspronkelijke verbintenis;

3° het verzoek tot uitbreiding wordt ingediend door middel van een betalingsaanvraag overeenkomstig artikel 16.

Voor de toepassing van lid 1, 2°, is een areaal gelijk aan of minder dan 50% van het areaal waarop de oorspronkelijke verbintenis betrekking heeft, indien het areaal waarop de aanvraag tot uitbreiding betrekking heeft, vermeerderd met de landbouwarealen waarvoor in dezelfde verbintenisperiode een aanvraag tot uitbreiding is ingediend, gelijk is aan of minder bedraagt dan 50% van het areaal waarop de oorspronkelijke verbintenis betrekking heeft.

Indien de uitbreiding wordt aanvaard, gaat deze in op 1 januari van het jaar waarin de aanvraag tot uitbreiding is ingediend. De landbouwer komt de verlengde verbintenis na voor de resterende looptijd van de oorspronkelijke verbintenis.

*Afdeling 3*. — *Vervanging van de verbintenis*

**Art. 22.** De vervanging van een lopende verbintenis door een nieuwe verbintenis wordt toegestaan onder de volgende voorwaarden:

1° alle landbouwarealen waarop de oorspronkelijke verbintenis betrekking had, vallen onder de nieuwe verbintenis;

2° de nieuwe verbintenis heeft betrekking op een areaal dat 50% groter is dan dat van de oorspronkelijke verbintenis;

3° de vervangingsaanvraag wordt ingediend door middel van een nieuwe steunaanvraag overeenkomstig artikel 16;

4° de subsidiabiliteitsvoorwaarden van de nieuwe verbintenis zijn vervuld.

Voor de toepassing van lid 1, 2°, is een areaal groter dan het areaal waarop de oorspronkelijke verbintenis betrekking heeft, indien het areaal waarop de vervangingsaanvraag betrekking heeft, vermeerderd met de landbouwarealen waarvoor in dezelfde verbintenisperiode een aanvraag tot uitbreiding is ingediend, groter is dan 50% van het areaal waarop de oorspronkelijke verbintenis betrekking heeft.

Indien de vervanging wordt aanvaard, gaat een nieuwe verbintenis voor vijf jaar in op 1 januari van het jaar waarin de vervangingsaanvraag wordt ingediend, ongeacht de duur van de oorspronkelijke verbintenis.

De terugbetaling van de reeds in het kader van de oorspronkelijke verbintenis ontvangen betalingen is niet vereist.

*Afdeling 4*. — *Herziening van de verbintenis*

**Art. 23.** § 1. Overeenkomstig artikel 70, § 7, lid 1, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 herziet de Minister bij een wijziging van de basislijn of de vereisten voor een milieuregeling de lijst van subsidiabele teelten of het overeenkomstige steunbedrag.

§ 2. Overeenkomstig artikel 70, § 7, lid 2, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 herziet de Minister, indien een verbintenis zich uitstrekt tot na de periode waarop het strategisch GLB-plan betrekking heeft, de lijst van subsidiabele teelten of het overeenkomstige steunbedrag om deze in voorkomend geval aan te passen aan het rechtskader voor de volgende periode.

De herziening wordt van kracht op de eerste dag van de volgende periode.

§ 3. Indien een herziening in werking treedt vóór de uiterste datum voor de indiening van de steunaanvraag of de betalingsaanvraag, wordt zij geacht in werking te treden op 1 januari van het betrokken jaar. Indien de herziening in werking treedt na de uiterste datum voor de indiening van de steunaanvraag of de betalingsaanvraag, treedt zij in werking op 1 januari van het volgende jaar.

§ 4. Indien de herziening door de landbouwer niet wordt aanvaard, eindigt de verbintenis. Reeds ontvangen betalingen in het kader van de betrokken verbintenis hoeven niet te worden terugbetaald.

§ 5. Het betaalorgaan stelt de betrokken landbouwers onverwijld in kennis van de toepassing van de paragrafen 1 en 2.

#### Afdeling 5. — Aanpassing van de verbintenis

**Art. 24.** In naar behoren gemotiveerde gevallen kan de Minister, rekening houdend met de agromilieudoelstellingen van de interventie waarin dit besluit voorziet, een verbintenis tijdens de uitvoering ervan aanpassen door de lijst van de subsidiabele teelten of het overeenkomstige steunbedrag te wijzigen.

Indien een aanpassing in werking treedt vóór de uiterste datum voor de indiening van de steunaanvraag of de betalingsaanvraag, wordt zij geacht in werking te treden op 1 januari van het betrokken jaar. Indien de aanpassing in werking treedt na de uiterste datum voor de indiening van de steunaanvraag of de betalingsaanvraag, treedt zij in werking op 1 januari van het volgende jaar.

De landbouwer houdt zich aan de aangepaste verbintenis voor de resterende looptijd van de oorspronkelijke verbintenis.

Het betaalorgaan stelt de betrokken landbouwers onverwijld in kennis van de toepassing van het eerste lid.

#### Afdeling 6. — Landinrichting en openbare interventies

**Art. 25.** De landbouwer die een verbintenis geheel of gedeeltelijk niet meer kan nakomen omdat zijn bedrijf of een deel ervan het voorwerp uitmaakt van een landinrichting of een andere soortgelijke openbare interventie, stelt het betaalorgaan daarvan schriftelijk in kennis vóór de datum van ingebruikneming.

Het betaalorgaan past de verbintenis aan in het licht van de wijzigingen in het bedrijf.

Indien de aanpassing onmogelijk blijkt, wordt de verbintenis beëindigd. De reeds ontvangen betalingen worden terugbetaald, met uitzondering van die welke betrekking hebben op de jaarlijkse schijven gedurende welke de verbintenis van kracht was.

Het betaalorgaan stelt de landbouwer in kennis van de wijze van aanpassing of, in voorkomend geval, van de beëindiging van de verbintenis.

#### HOOFDSTUK 10. — Slotbepalingen

**Art. 26.** Opgeheven worden:

1° het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 2 februari 2017 en 4 maart 2021;

2° het ministerieel besluit van 3 september 2015 betreffende de steun voor de biologische landbouw, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 27 februari 2017.

**Art. 27.** Dit besluit en de uitvoeringsbesluiten ervan zijn van toepassing op verbintenissen tot toepassing van biologische landbouwpraktijken en -methoden die vóór 1 januari 2023 zijn aangegaan in het kader van het besluit van de Waalse regering van 3 september 2015 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw.

**Art. 28.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 februari 2023.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42309]

#### 23 FEVRIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux indemnités octroyées pour les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.241, D.242, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, D.243, D.249, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 1<sup>o</sup>, et D.251 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2019 relatif à l'octroi des aides aux zones soumises à des contraintes naturelles ou à des contraintes spécifiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 janvier 2019 désignant les zones soumises à des contraintes naturelles ou à des contraintes spécifiques en application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2019 relatif à l'octroi des aides aux zones soumises à des contraintes naturelles ou à des contraintes spécifiques ;